

# Comment la technologie redessine l'ordre mondial

Par **Anu Bradford**

**Anu Bradford** est professeure de droit et d'organisations internationales à la Columbia Law School. Elle est l'auteurice de *The Brussels Effect: How the European Union Rules the World* et *Digital Empires: The Global Battle to Regulate Technology*, tous deux publiés par Oxford University Press en 2020 et 2023.

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Cadenza Academic Translations.

Le rôle central des technologies dans la compétition entre grandes puissances alimente une rivalité de plus en plus intense. Autour de l'Intelligence artificielle, les grandes entreprises gagnent un pouvoir inédit qui s'impose aux États et dans la conflictualité internationale elle-même. Les États ne sont pourtant pas dépourvus de moyens de régulation. Dans la compétition internationale, l'Europe dispose de cartes particulières, qu'elle doit jouer, au profit d'une coopération internationale à réinventer.

**politique** étrangère

Les grandes entreprises technologiques exercent aujourd'hui une influence considérable sur l'ordre mondial. Leur pouvoir disproportionné, dans les domaines économique, politique, informationnel et culturel, modèle les sociétés et la vie des individus. D'éminents chercheurs et analystes politiques ont qualifié ces géants technologiques de « nouveaux gouvernants », exerçant des formes de souveraineté inédites dans un monde qui n'est plus unipolaire, ni bipolaire, ni multipolaire, mais « technopolaire<sup>1</sup> ».

Les entreprises technologiques poursuivent leurs propres objectifs, dans le but de maximiser leurs profits au bénéfice des actionnaires, mais elles sont aussi devenues des acteurs clés pour des gouvernements qui cherchent à stimuler la croissance et à protéger leurs intérêts géopolitiques. La croissance dépendant de plus en plus des innovations techniques et ces entreprises fournissant des technologies fondamentales pour

---

1. K. Klonick, « The New Governors: The People, Rules, and Processes Governing Online Speech », *Harvard Law Review*, vol. 131, n° 6, 2018 ; voir aussi : I. Bremmer, « The Technopolar Moment: How Digital Powers Will Reshape the Global Order », *Foreign Affairs*, 19 octobre 2021, disponible sur : [www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com).

la sécurité économique et nationale des États, les gouvernements hésitent à limiter leur pouvoir et à réaffirmer leur contrôle sur l'économie numérique.

Le rôle central des technologies modernes dans la compétition entre grandes puissances alimente une rivalité toujours plus intense, dont l'Intelligence artificielle (IA) constitue le principal champ de bataille. La Brookings Institution déclarait<sup>2</sup> ainsi en 2020 que « quiconque dominerait l'Intelligence artificielle en 2030 dirigerait le monde jusqu'en 2100 ». Cette vision étant largement partagée par les entreprises technologiques et les gouvernements, l'IA est devenue l'avant-poste des guerres commerciales et technologiques qui s'intensifient entre les États-Unis et la Chine. Ces guerres ont des répercussions mondiales, nourrissant techno-protectionnisme et nationalismes économiques.

Plus cette rivalité technologique s'accroît et plus la confiance dans les chaînes d'approvisionnement mondiales s'érode. Afin de garantir un accès continu aux technologies stratégiques, de nombreux gouvernements cherchent à renforcer leur souveraineté technologique. Même si l'escalade de la guerre technologique ne conduit pas à un découplage total de l'économie numérique, l'incessante quête de souveraineté technologique amoindrit les possibilités de coopération et augmente le risque de conflits mondiaux.

### **Un pouvoir démesuré**

Les innovations des grandes entreprises technologiques sont un moteur de croissance et contribuent à redéfinir l'équilibre des puissances économiques. En 2024, les six plus grandes d'entre elles (Amazon, Apple, Google, Meta, Microsoft et Nvidia) ont enregistré près de 2 000 milliards de dollars de chiffre d'affaires et un bénéfice net de 500 milliards de dollars. En janvier 2026, le total de leur capitalisation boursière a atteint 20 000 milliards de dollars. Ce même mois, la valorisation boursière de Nvidia s'élevait à 4 500 milliards de dollars, après avoir brièvement franchi le seuil des 5 000 en 2025. Seuls trois pays ont un produit intérieur brut (PIB) supérieur à 5 000 milliards de dollars : les États-Unis, la Chine et l'Allemagne. Ces chiffres illustrent la puissance économique sidérante de ces entreprises et expliquent pourquoi elles sont souvent comparées à des États souverains.

---

2. I. Gill, « Whoever Leads in Artificial Intelligence in 2030 Will Rule the World Until 2100 », Brookings, 17 janvier 2020, disponible sur : [www.brookings.edu](http://www.brookings.edu).

Les innovations de ces entreprises stimulent la productivité et soutiennent la croissance, contribuant à l'augmentation du PIB aux États-Unis et à l'étranger. En 2015, *Forbes* estimait<sup>3</sup> ainsi qu'Apple avait ajouté à elle seule 0,5 % au PIB américain et 0,15 % au PIB mondial. Les performances stupéfiantes des marchés boursiers ces dix dernières années s'expliquent aussi largement par les gains considérables générés par les géants technologiques, qui ont enrichi des actionnaires du monde entier. Ces entreprises jouent également un rôle moteur dans la recherche et le développement. Ces dernières décennies, le secteur privé est devenu le principal financeur de la recherche et du développement aux États-Unis, dépassant le gouvernement. En 2026, le total des dépenses engagées par Alphabet, Amazon, Microsoft et Meta dans l'IA devrait avoisiner les 700 milliards de dollars<sup>4</sup>.

**Les géants technologiques sont des acteurs géopolitiques de premier plan**

Ces chiffres expliquent leur rôle central dans le progrès technologique et la structuration de l'ordre économique mondial. Si tout se passe bien, ces investissements devraient se traduire par des gains de productivité sans précédent, qui pourraient se répercuter sur tous les pays et secteurs économiques. Néanmoins, le scénario le plus probable est que ces gains se concentreront dans les mains d'un petit nombre d'entreprises dominantes et de quelques pays<sup>5</sup>. Le montant considérable des dépenses d'investissement des entreprises technologiques alimente aussi les craintes d'une possible bulle financière de l'IA, qui pourrait éclater en provoquant une onde de choc dans toute l'économie et ralentir la croissance pour des années. Malgré ces risques, la plupart des experts admettent que la croissance mondiale dépend de plus en plus du progrès technologique et demeure étroitement liée aux performances de ses grandes entreprises.

L'impact sociétal des entreprises technologiques ne se limite pas à l'innovation et à la croissance. Les géants technologiques sont des acteurs géopolitiques de premier plan, qui épaulent les gouvernements dans la gestion des conflits militaires<sup>6</sup>. Leurs immenses ressources leur permettent

3. T. Worstall, « Apple is 0.5% of US GDP, 0.15% of Global GDP », *Forbes*, 30 janvier 2015, disponible sur : [www.forbes.com](http://www.forbes.com).

4. A. Massoudi *et al.*, « Apple, Google and Microsoft Lead AI Spending Surge That Fuels Bubble Fears », *Financial Times*, 13 janvier 2026, disponible sur : [www.ft.com](http://www.ft.com).

5. « AI Market Projected to Hit \$4.8 Trillion by 2033, Emerging as Dominant Frontier Technology », Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, 7 avril 2025, disponible sur : <https://unctad.org>.

6. A. Kurth Cronin, « How Private Tech Companies Are Reshaping Great Power Competition », Henry A. Kissinger Center for Global Affairs, août 2023.

de développer des innovations de pointe essentielles à la conduite des guerres contemporaines. De nombreux systèmes d'IA sont, par exemple, des technologies dites à double usage, civil et militaire. Les pouvoirs publics finançaient hier des technologies militaires qui débouchaient parfois sur des applications civiles. La dynamique s'est inversée : nombre de technologies conçues dans la Silicon Valley dans un but commercial servent ensuite de base à des applications militaires.

La guerre d'Ukraine éclaire le rôle des entreprises technologiques dans les conflits militaires. L'imagerie satellitaire et l'analyse de données assistées par l'IA contribuent au ciblage. Starlink, société de satellites appartenant à Elon Musk, aide l'Ukraine à déployer des drones, tandis que Microsoft contribue à protéger le pays contre les cyberattaques russes. Google a, pour sa part, mis au point une application mobile d'alerte aux raids aériens pour protéger les civils contre les bombardements russes. Les entreprises technologiques prennent également part à l'effort humanitaire : Amazon est mobilisée pour acheminer des dons de matériel humanitaire aux Ukrainiens.

Le fait que des acteurs privés prennent des décisions critiques ayant des répercussions sur la sécurité mondiale peut toutefois inquiéter. L'armée ukrainienne s'appuie sur des satellites fournis par la société Starlink pour communiquer sur le champ de bataille<sup>7</sup>, une dépendance qui la rend tributaire des décisions discrétionnaires d'Elon Musk pour assurer sa défense. Ce dernier aurait déjà empêché une attaque de drones ukrainiens contre la flotte russe en coupant l'accès au réseau Starlink, de peur que cette attaque ne provoque une escalade du conflit<sup>8</sup>. Il s'agit d'un des nombreux incidents récents qui ont révélé « un niveau inédit de pouvoir géopolitique privatisé, concentré entre les mains d'un seul milliardaire politiquement imprévisible<sup>9</sup> ».

L'influence des sociétés technologiques sur les démocraties, notamment sur les processus électoraux, constitue un autre sujet de préoccupation. Dans les premières années de la révolution Internet, ces entreprises étaient perçues comme des vecteurs de démocratie et de liberté : leurs plateformes en ligne étant célébrées pour permettre à des individus du monde entier d'accéder à l'information, de participer aux débats et

7. H. Farrell et A. Newman, « What Happens When Tech Bros Run National Security », *Time*, 20 septembre 2023, disponible sur : <https://time.com>.

8. J. Dearbail, « Elon Musk Says He Withheld Starlink Over Crimea to Avoid Escalation », BBC, 8 septembre 2023, disponible sur : [www.bbc.com](http://www.bbc.com).

9. H. Farrell et A. Newman, « What Happens When Tech Bros Run National Security », *op. cit.*

d'influencer les dynamiques sociales. Cette vision techno-optimiste du monde a volé en éclats : les sociétés technologiques sont désormais accusées de fragiliser la démocratie plutôt que de la renforcer. Une inquiétude majeure porte sur le rôle des grandes plateformes dans la diffusion de fausses informations, l'accentuation de la polarisation de l'électorat et l'affaiblissement de l'autonomie politique des électeurs par le biais des algorithmes.

Les entreprises technologiques jouent aussi un rôle politique actif à travers le lobbying. L'influence du lobbying d'entreprises sur la politique américaine n'est pas chose nouvelle, mais les leviers dont disposent les géants technologiques sur le système politique américain ont pris une nouvelle dimension. Le rôle d'Elon Musk dans la réélection du président Trump est sans précédent. Il aurait consacré plus de 250 millions de dollars à la campagne dans les mois précédant le scrutin, tout en instrumentalisant le réseau social X pour inonder ses 200 millions d'abonnés de messages pro-Trump<sup>10</sup>. En Europe, Elon Musk a donné un écho aux voix de l'extrême droite et tenté d'orienter le débat, renforçant notamment la visibilité et l'audience de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) sur sa plateforme X à l'approche des élections allemandes<sup>11</sup>.

### **Le rôle des États dans la gouvernance des technologies**

Se pose dès lors la question des conséquences et perspectives de ces évolutions pour les gouvernements. Si ces derniers attachent une grande importance aux bénéfices de la révolution de l'IA, ils cherchent aussi à protéger leurs citoyens des risques et préjudices associés. Il est toutefois difficile de gouverner des technologies qui mutent rapidement et certains analystes estiment que les gouvernements ne sont pas en mesure de contenir l'avancée continue de la technologie. Cette vision techno-déterministe suggère que la capacité des gouvernements à réglementer les entreprises technologiques, et notamment celles qui développent et déploient l'IA, est limitée. Le véritable pouvoir se situerait dans la Silicon Valley et les autres pôles technologiques où l'IA est développée. Ne resterait aux gouvernements qu'une bataille perdue d'avance contre l'IA et ses concepteurs.

Il est vrai que les entreprises technologiques exercent aujourd'hui une plus grande influence économique et politique que la plupart des États.

---

10. S. Bond et B. Allyn, « 2 Years In, Trump Surrogate Elon Musk has Remade X as a Conservative Megaphone », NPR, 25 octobre 2024, disponible sur : [www.npr.org](http://www.npr.org).

11. D. Ingram et B. Horvath, « How Elon Musk Is Boosting Far-Right Politics Across the Globe », NBC News, 16 février 2025, disponible sur : [www.nbcnews.com](http://www.nbcnews.com).

Le secteur dispose de ressources presque illimitées pour financer des activités de lobbying contre les réglementations et se défendre dans les batailles judiciaires contre les pouvoirs publics, renforçant sa position face à l'État. Pourtant, les États sont loin d'être impuissants face à ces grandes entreprises. L'État demeure l'entité fondamentale autour de laquelle une société se structure. Le politologue Stephen Walt résume<sup>12</sup> l'argument dans une question percutante : « D'après vous, qui sera encore présent dans 100 ans ? Facebook ou la France ? » Les entreprises sont influentes, sans nul doute, mais les gouvernements ont l'autorité pour exercer une force coercitive sur elles. Ce pouvoir de coercition peut être déployé, et l'a souvent été, pour changer leur mode de fonctionnement. Au bout du compte, même les sociétés technologiques les plus puissantes demeurent soumises aux lois, et les gouvernements ont le pouvoir de les faire respecter.

## Les gouvernements ne sont pas toujours disposés à réglementer les entreprises technologiques

Les entreprises technologiques ne peuvent ignorer les gouvernements. Si elles peuvent résister aux réglementations, elles doivent *in fine* s'y conformer. Elles ne peuvent pas procéder à des fusions auxquelles les autorités s'opposent, refuser de payer des taxes numériques, ni offrir des services enfreignant les lois d'une juridiction donnée. De même, si les États interdisent certains systèmes d'IA sur leurs marchés, les entreprises doivent respecter cette interdiction, ou se retirer. Début 2026, Sam Altman avait laissé entendre qu'OpenAI pourrait ne pas proposer ses produits dans l'Union européenne (UE) du fait des contraintes réglementaires en vigueur. Quelques jours plus tard, il retirait sa menace : la souveraineté d'OpenAI se limite donc à la liberté de ne pas être présente sur le marché européen, ou dans toute autre juridiction dont la réglementation ne lui conviendrait pas...

Cependant, même lorsque les gouvernements sont en mesure de réglementer les entreprises technologiques, ils ne sont pas toujours disposés à le faire. Aux États-Unis, le secteur de la technologie est jusqu'ici parvenu à empêcher toute réglementation contraignante de s'imposer. Les entreprises se présentent comme indispensables au gouvernement dans sa course technologique contre la Chine, plaidant qu'un affaiblissement de

12. S. M. Walt, « Big Tech Won't Remake the Global Order », *Foreign Policy*, 8 novembre 2021, disponible sur : <https://foreignpolicy.com>.

leur position compromettrait les intérêts fondamentaux du pays<sup>13</sup>. Ce discours résonne près des parlementaires, d'où leur réticence à limiter la marge de manœuvre des entreprises.

Les Européens se sont toujours montrés plus enclins à réguler l'économie numérique. L'UE a souvent mobilisé ses instruments réglementaires – notamment le droit de la concurrence, les réglementations sur la protection des données et les normes encadrant la modération des contenus – pour limiter le pouvoir des géants technologiques et protéger les droits de ses citoyens<sup>14</sup>. Ces réglementations ont un impact important : elles encadrent la manière dont les entreprises collectent, traitent et partagent les données, conçoivent leurs produits et interagissent avec les internautes et d'autres acteurs du marché. L'ambitieux et exhaustif Règlement européen sur l'Intelligence artificielle (*AI Act*) de 2024 constitue la première réglementation complète et contraignante de l'IA dans le monde. Toutefois, même l'UE reconsidère aujourd'hui son attachement à des normes numériques fondées sur la protection des droits, alors qu'elle cherche à renforcer sa compétitivité dans un monde plus instable et protectionniste. L'UE a ainsi récemment engagé un effort de simplification des règles en matière d'IA afin d'alléger la charge réglementaire, en soutien à l'innovation technologique et à la croissance économique dont elle a tant besoin.

À l'instar de l'UE, la Chine s'est dotée d'une réglementation ambitieuse sur l'IA, tout en gardant certaines caractéristiques autoritaires<sup>15</sup>. Le gouvernement chinois cherche à favoriser le développement de l'IA dans le pays sans compromettre son régime de censure ni le contrôle du Parti communiste chinois (PCC), ce qui implique de restreindre le corpus susceptible d'être exploité pour entraîner les grands modèles de langage de l'IA générative. Le gouvernement chinois se voit cependant contraint de renforcer ses capacités technologiques et de s'imposer dans la course à l'IA. Le PCC a clairement indiqué qu'une IA puissante constituait une priorité stratégique nationale, soulignant que si la Chine ne parvenait pas à s'imposer dans la course à l'IA la sécurité du pays serait grandement menacée<sup>16</sup>.

Les gouvernements ne sont ni impuissants ni dépourvus de leviers d'action pour faire pression sur les entreprises technologiques. La question est plutôt de savoir s'ils sont prêts à mobiliser ces instruments pour

---

13. J. Swartz, « Google CEO Sundar Pichai Worries Tech Regulation Could Have "Unintended Consequences" », *MarketWatch*, 14 juin 2019, disponible sur : [www.marketwatch.com](http://www.marketwatch.com).

14. A. Bradford, *The Brussels Effect: How the European Union Rules the World*, Oxford, Oxford University Press, 2020.

15. A. Bradford, « The Winner Doesn't Take All », *Think:Act Magazine*, mai 2024.

16. M. Sheehan, « China's Views on AI Safety Are Changing—Quickly », Carnegie Endowment for International Peace, 27 août 2024, disponible sur : <https://carnegieendowment.org>.

encadrer des entreprises essentielles à la défense de leurs intérêts économiques et géopolitiques.

### **Qui mène la course à l'IA ?**

La course au développement de modèles et d'applications d'IA de pointe façonne les sociétés et parcours individuels. Dans le meilleur des cas, l'IA peut donner de gros avantages. Elle peut aider à stimuler la croissance économique et à répondre aux défis mondiaux. Elle peut augmenter la productivité des individus, favoriser le progrès social, permettre des avancées importantes dans des domaines essentiels au développement humain, comme l'éducation, la santé ou l'agriculture. L'IA est aussi une source de puissance géopolitique et militaire, conférant un avantage stratégique aux pays à la pointe de son développement. Les gouvernements ont donc un intérêt clair à investir dans leurs capacités d'IA.

Mais ils savent que l'IA pose également des problèmes d'ordre social. Elle va sans doute transformer en profondeur le marché du travail : certains individus seront plus productifs, d'autres verront leur travail devenir obsolète. Ces dynamiques risquent d'aggraver les inégalités économiques, d'éroder la cohésion sociale. L'IA peut être instrumentalisée par des acteurs malveillants pour frauder, duper, diffuser de fausses informations. Dans le cadre d'élections, l'IA peut compromettre l'autonomie politique des citoyens et fragiliser la démocratie. Une autre préoccupation concerne l'utilisation de l'IA comme puissant outil de surveillance, qui porterait atteinte aux droits fondamentaux et aux libertés civiles.

Les « risques existentiels » ou « risques catastrophiques », si les systèmes d'IA avancés en venaient à échapper au contrôle humain, suscitent des inquiétudes croissantes. Dans un rapport du Center for AI Safety de 2023, plusieurs risques sont étudiés comme des « catastrophes dont l'humanité serait incapable de se remettre<sup>17</sup> ». Dans le pire des scénarios, ces risques pourraient conduire à l'extinction de l'espèce humaine. Selon une déclaration de 2023 d'éminents spécialistes, « la réduction du risque d'extinction lié à l'IA devrait constituer une priorité mondiale, au même titre que d'autres risques systémiques comme les pandémies ou la guerre nucléaire<sup>18</sup> ».

Dans le débat public, la course à l'IA est souvent perçue comme une compétition bilatérale entre les deux superpuissances technologiques et

---

17. D. Hendrycks, M. Mazeika et T. Woodside, « An Overview of Catastrophic AI Risks », Center for AI Safety, 9 octobre 2023.

18. « Statement on AI Risk », Center for AI Safety, disponible sur : [www.safe.ai](http://www.safe.ai) (consulté le 23 février 2026).

économiques – les États-Unis et la Chine –, le reste du monde apparaissant tributaire de cette rivalité. Les deux pays sont à juste titre considérés comme les principaux leaders du développement de l'IA, les États-Unis faisant la course en tête, la Chine les rattrapant rapidement. Leurs atouts respectifs diffèrent selon les indicateurs employés, qui concernent notamment les investissements, le capital humain, les données et les capacités de calcul nécessaires à l'entraînement des systèmes d'IA.

Les États-Unis sont en tête pour les financements et investissements : en 2024, les investissements privés dans l'IA y étaient près de douze fois supérieurs à ceux observés en Chine<sup>19</sup>. Mais les concepteurs d'IA chinois bénéficient d'un soutien public massif compensant en partie le niveau inférieur des capitaux privés. Les deux pays consacrent des efforts considérables à la recherche et au développement. Si les États-Unis abritent des instituts de recherche de premier plan et gardent une position dominante dans la recherche fondamentale en IA, la part de la Chine dans la publication d'articles scientifiques sur l'IA croît rapidement. La Chine est aujourd'hui en tête des citations dans les revues spécialisées et des dépôts de brevets dans ce domaine.

Ces investissements ont favorisé l'émergence d'écosystèmes de start-ups dynamiques dans les deux pays. Les États-Unis voient émerger un plus grand nombre de start-ups, particulièrement à la frontière de l'IA de pointe. Ces entreprises développent des modèles de fondation puissants, avec des recherches avancées pour parvenir à une IA générale. Les start-ups chinoises excellent quant à elles dans l'IA appliquée et la commercialisation à grande échelle. La Chine est aussi leader dans la production de modèles d'IA *open source*, que les utilisateurs du monde entier peuvent librement télécharger et intégrer à leurs applications<sup>20</sup>. À l'échelle mondiale, les entreprises chinoises d'IA fournissent aujourd'hui les fondations d'un plus grand nombre d'applications que leurs rivales américaines, qui gardent généralement leurs modèles fermés.

États-Unis et Chine ont tous deux réussi à développer le capital humain indispensable à l'innovation dans le domaine de l'IA. Si la Chine peut compter sur le très vaste vivier de talents de sa population, les États-Unis demeurent le principal pôle mondial d'attraction de compétences, attirant notamment d'excellents ingénieurs chinois qui étudient dans de grandes universités américaines avant de poursuivre leurs recherches dans des

---

19. Y. Gil et R. Perrault (dir.), « Artificial Intelligence Index Report 2025 », Stanford University Human-Centered Artificial Intelligence, 2025.

20. C. Criddle, « Microsoft Warns that China is Winning AI Race Outside the West », *Financial Times*, 13 janvier 2026, disponible sur : [www.ft.com](http://www.ft.com).

institutions américaines<sup>21</sup>. La question est désormais de savoir si les États-Unis conserveront cet avantage alors que l'administration Trump réduit l'immigration, fragilisant un des principaux piliers de son écosystème technologique.

## L'administration Trump fragilise l'immigration, pilier de son écosystème technologique

Au-delà de l'accès aux talents, le leadership dans le domaine de l'IA suppose également l'accès aux données, élément clé du développement des applications d'IA<sup>22</sup>. Sur ce point, on estime généralement que la Chine bénéficie d'un avantage distinct. Les entreprises chinoises d'IA peuvent exploiter d'immenses volumes de données générés par le vaste marché de consommation du pays. Elles sont aidées par le fait que la population chinoise est fortement connectée au numérique et soumise à une importante surveillance en ligne. Cette situation donne à la Chine un avantage dans le développement des technologies de surveillance, tels les systèmes

de reconnaissance faciale basés sur l'IA.

Du fait de leur présence mondiale, les entreprises américaines peuvent aussi accéder à d'importantes quantités de données – y compris des données plus diversifiées en provenance du monde entier – et les utiliser pour entraîner leurs systèmes d'IA. Par ailleurs, le système politique chinois impose des contraintes pour l'utilisation des données dans l'entraînement des applications d'IA générative, puisque les grands modèles de langage sur lesquels elle s'appuie doivent se conformer au régime de censure du pays. D'où un avantage pour les entreprises américaines dans la course à l'IA générative.

C'est dans l'infrastructure matérielle de l'IA que les États-Unis ont le plus d'avance sur la Chine. Ils comptent des entreprises leaders dans la conception de semi-conducteurs avancés, dont Nvidia, entreprise la plus valorisée au monde, et abritent la plupart des grands centres de données, qui fournissent aux entreprises la puissance de calcul nécessaire à l'entraînement de modèles de fondation plus performants. Les entreprises américaines contrôlent aujourd'hui environ 70 % de la capacité mondiale de calcul dédiée à l'IA, contre seulement 10 % pour les entreprises chinoises<sup>23</sup>. Autre

21. T. Huang, Z. Arnold et R. Zwetsloot, « Most of America's "Most Promising" AI Startups Have Immigrant Founders », Center for Security and Emerging Technology, octobre 2020.

22. A. Bradford, « The Race to Regulate Artificial Intelligence. Why Europe Has an Edge Over America and China », *Foreign Affairs*, 27 juin 2023, disponible sur : [www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com).

23. C. H. Kahl, « The Myth of the AI Race: Neither America nor China Can Achieve True Tech Dominance », *Foreign Affairs*, 12 janvier 2026, disponible sur : [www.foreignaffairs.com](http://www.foreignaffairs.com).

avantage des entreprises américaines sur leurs rivales chinoises : la disponibilité d'équipements de pointe nécessaires à la production de puces avancées aux États-Unis, au Japon et en Europe. Grâce à leurs alliances politiques, les États-Unis peuvent contrôler les principaux goulets d'étranglement stratégiques dans le secteur complexe, et profondément intégré à l'échelle mondiale, des semi-conducteurs – un avantage que les États-Unis pourraient toutefois compromettre si le fossé politique avec leurs alliés venait à se creuser.

D'autres acteurs, dont l'UE, pourraient-ils jouer un rôle dans l'orientation de la révolution de l'IA ? Dans le débat public, l'Europe est généralement présentée au mieux comme un acteur secondaire, au pire comme une victime collatérale de la rivalité des deux superpuissances.

L'UE est largement dépassée par les États-Unis et la Chine sur nombre de volets majeurs et dispose de peu d'outils pour prendre part à la compétition. En matière de capacités d'IA, l'UE présente tout de même certains atouts, notamment son leadership dans le domaine de la robotique. L'entreprise ASML, qui produit les équipements les plus perfectionnés pour le secteur des semi-conducteurs, est également européenne. Mais les entreprises européennes accusent dans l'ensemble un retard sur les États-Unis et la Chine dans le développement de l'IA. À titre d'illustration, les start-ups européennes dans ce domaine lèvent deux fois moins de fonds que leurs homologues américaines. Selon une analyse<sup>24</sup> de 2022, les États-Unis ont vu émerger 292 licornes de l'IA, contre 46 pour le Royaume-Uni, la Suisse et l'Allemagne.

Dans le même temps, l'UE exploite son avantage comparatif et s'impose comme championne de la réglementation de l'IA. En 2024 a été adopté l'*AI Act*, première réglementation contraignante avec une ampleur économique mondiale<sup>25</sup>. Si l'*AI Act* était effectivement appliqué – l'UE révisait actuellement son texte conformément à son objectif de simplification réglementaire –, il pourrait orienter les développeurs vers des applications plus éthiques, plus respectueuses de la vie privée et plus centrées sur l'humain. Le règlement pourrait même influencer sur le développement de l'IA au-delà de l'Europe, grâce à l'« effet Bruxelles » : les développeurs d'IA appliquent les réglementations européennes à leurs systèmes proposés mondialement

24. S. Nowshin, « The AI Race Is Heating Up – But Europe Is Sitting on the Bleachers », *Sifted*, 23 février 2023, disponible sur : <https://sifted.eu>.

25. « Regulation (EU) 2024/1689 of the European Parliament and of the Council of June 13, 2024, Laying Down Harmonised Rules on Artificial Intelligence, 2024 O.J. (L 1689) 1 », Union européenne, 12 juillet 2024.

afin d'éviter des entraînements distincts pour les différents marchés<sup>26</sup>. L'UE pourrait donc jouer un rôle de premier plan pour l'instauration de garde-fous dans la course mondiale à l'IA.

Bien que la compétitivité et la souveraineté technologiques soient une priorité affirmée de l'Europe, il est peu probable qu'elle puisse rivaliser avec les États-Unis ou la Chine pour le développement de grands modèles de langage. Sa meilleure stratégie consiste à se concentrer sur les applications de l'IA et à encourager son adoption à grande échelle dans les secteurs où les États-Unis et la Chine ne bénéficient pas d'un avantage structurel. L'IA est loin d'avoir livré tous les gains de productivité qu'elle promet : il reste beaucoup à faire pour garantir une adoption efficace de ces technologies et leur capacité à transformer certains secteurs d'activité.

### **Le monde entre coopération et conflits**

Puisque les principales puissances technologiques et réglementaires ont leurs forces et faiblesses dans la course, nul pays ne pourra revendiquer une souveraineté technologique pleine et entière, ni prétendre atteindre le statut de seule superpuissance de l'IA. Les chaînes d'approvisionnement technologiques fortement intégrées ne peuvent être totalement démantelées, et tout processus de découplage technologique restera nécessairement partiel<sup>27</sup>. Mais la quête d'une suprématie inatteignable redéfinit l'économie numérique mondiale de manière spectaculaire, faisant entrer les États dans une ère de nationalisme économique moins ouverte, plus propice aux conflits.

Bien sûr, un point de vue optimiste pourrait considérer que les incessants efforts des gouvernements et entreprises privées pour renforcer leurs capacités technologiques pourraient déboucher sur des innovations aux vastes retombées économiques et sociales. C'est sans doute cette rivalité intense et la motivation qu'elle crée à repousser les limites de l'innovation qui ont permis certaines avancées. Cependant, la course à l'IA peut aussi entraîner des dépenses publiques inefficaces. Et il n'est pas certain que les investissements privés dans les infrastructures de l'IA permettront d'obtenir de puissants modèles pour transformer positivement et durablement économies et sociétés. Les investissements dans des centres de données très gourmands en capitaux et en énergie risquent de saturer les capacités actuelles du réseau électrique, tout en faisant monter les prix de

26. A. Bradford, « Trump Wants to Let A.I. Run Wild. This Might Stop Him », *The New York Times*, 18 août 2025, disponible sur : [www.nytimes.com](http://www.nytimes.com).

27. A. Bradford, E. Li et M. C. Waxman, « How Domestic Institutions Shape the Global Tech War », *Harvard National Security Journal*, vol. 16, n° 2, 2025.

l'énergie pour des consommateurs qui subissent déjà une inflation élevée et une crise plus générale du coût de la vie. Ces investissements pourraient aussi ne pas s'avérer viables financièrement, faisant éclater une bulle de l'IA et plongeant l'économie mondiale dans la récession.

La rivalité technologique pousse également les pays vers un techno-protectionnisme coûteux : les principaux acteurs s'efforcent de renforcer leurs capacités d'IA tout en limitant l'accès de leurs rivaux. Les goulets d'étranglement stratégiques des chaînes d'approvisionnement sont désormais instrumentalisés dans le cadre d'une stratégie plus large de coercition économique et de rivalité entre puissances. Les États-Unis mettent par exemple en œuvre des contrôles à l'export, limitant les exportations de semi-conducteurs haut de gamme vers la Chine, et imposent des restrictions sur les investissements entrants et sortants. Ces mesures ont pour but de s'assurer que les puces américaines ne servent pas à alimenter l'IA chinoise, qui pourrait un jour être utilisée comme arme contre les États-Unis ou leurs alliés. La Chine réagit symétriquement, notamment en limitant les exportations de matières premières en réponse aux restrictions des États-Unis. Ce type de mesure ne concerne pas uniquement la rivalité sino-américaine. Les États-Unis recourent de plus en plus à la coercition économique pour inciter les Européens à suivre leurs orientations, ce qui les pousse vers une stratégie plus systématique de réduction de leur dépendance à l'égard des technologies américaines.

Ce techno-protectionnisme croissant constitue un recul important pour les partisans du libre-échange et du progrès technologique. La guerre technologique alimente l'incertitude et altère la confiance à l'égard des chaînes d'approvisionnement mondiales ; l'autonomie technologique devient ainsi un objectif stratégique majeur pour tous les gouvernements. Les États savent que les guerres technologiques ont, pour tous, un coût élevé, mais il est probable qu'un découplage technologique partiel demeure, l'idée qui persiste étant que la seule chose plus coûteuse qu'une guerre technologique est de la perdre.

L'évolution vers une économie numérique plus fermée entrave aussi la capacité des gouvernements à gérer collectivement les risques associés à l'IA. L'acquisition de capacités d'IA avancées ne rendra aucune nation plus sûre si la compétition alimente les tensions et érode le peu de confiance subsistant entre États pour gérer collectivement ces risques. En outre, on ne peut exclure la possibilité que les guerres technologiques actuelles muent en conflits géopolitiques plus larges, voire militaires. Graham Allison esquisse un scénario alarmiste, considérant qu'un conflit

militaire entre les États-Unis et la Chine est « plus probable qu'improbable<sup>28</sup> ». Les mises en garde contre un risque d'escalade militaire soulignent souvent le rôle central de Taïwan dans la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs. Ce rôle pourrait inciter la Chine à envisager l'invasion de l'île, qui déclencherait une réponse militaire des États-Unis et éventuellement d'autres nations, dont des États européens.

La négociation de traités sur le recours aux armes autonomes dans les conflits militaires doit donc constituer une priorité pour toutes les nations, y compris les États-Unis et la Chine. Il est tout aussi important d'atténuer les risques liés à l'utilisation de l'IA par divers acteurs non étatiques, qui pourraient la détourner à des fins frauduleuses ou de désinformation, à une échelle inédite. Ces acteurs malveillants pourraient également provoquer des risques catastrophiques si l'IA devenait incontrôlable, constituant une menace existentielle pour l'humanité. Tous les gouvernements doivent considérer la gestion de ces risques comme prioritaire.

C'est en reconnaissant la gravité de ces risques que les gouvernements seront incités à faire preuve de retenue et à poursuivre leur coopération, parallèlement à leur inévitable rivalité. La transformation induite par l'IA sera autant marquée par des opportunités partagées que par des vulnérabilités collectives. Elle nécessitera donc un certain degré d'action collective et des efforts soutenus de coopération bilatérale, régionale, plurilatérale et même multilatérale, aussi difficiles puissent-ils paraître dans le fragile contexte actuel. Sans cela, toute victoire dans la course à l'IA sera éclipsée par des pertes susceptibles de dépasser largement les avantages que peut apporter l'IA aux entreprises, aux individus et aux sociétés du monde entier.




---

### Mots clés

Intelligence artificielle  
Compétition technologique  
Grandes entreprises  
Géopolitique

---

28. G. Allison, « The Thucydides Trap », *Foreign Policy*, 9 juin 2017, disponible sur : <https://foreignpolicy.com> ; voir par exemple : G. Allison, *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides' Trap?*, Boston, Houghton Mifflin Harcourt, 2018.

# politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com)

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only

## TARIFS 2026

► S'abonner à la revue		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 85,00 €	■ 105,00 €
	e-only	■ 70,00 €	■ 85,00 €
Professionnels	papier + numérique	■ 185,00 €	■ 205,00 €
	e-only	■ 140,00 €	■ 160,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

\* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

\*\* Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €	.....	.....
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €	.....	.....
TOTAL DE VOTRE COMMANDE			..... €
FRAIS DE PORT (achat au n° seulement)	3,00 € pour une commande < à 35 € 0,01 € pour une commande > à 35 €		..... €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France  
Tél. +33(0)1 41 23 67 21 - [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com)

Adresse de livraison

Raison sociale : .....

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : |\_|\_|\_|\_| Ville : ..... Pays : .....

Courriel : .....@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : \_\_/\_\_/\_\_\_\_

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site [www.revues.armand-colin.com](http://www.revues.armand-colin.com), onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse [revues@armand-colin.com](mailto:revues@armand-colin.com) ou au +33(0)1 41 23 67 21

En vous abonnant, vous consentez à ce que Dunod Editeur traite vos données à caractère personnel pour la bonne gestion de votre abonnement et afin de vous permettre de bénéficier de ses nouveautés et actualités liées à votre activité. Vos données sont conservées en fonction de leur nature pour une durée conforme aux exigences légales. Vous pouvez retirer votre consentement, exercer vos droits d'accès, de rectification, d'opposition, de portabilité, ou encore définir le sort de vos données après votre décès en adressant votre demande à [infos@dunod.com](mailto:infos@dunod.com), sous réserve de justifier de votre identité à l'autorité de contrôle. Pour en savoir plus, consultez notre Charte Données Personnelles <https://www.revues.armand-colin.com/donnees-personnelles>. Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement sur notre site : <https://www.revues.armand-colin.com/cga>

